

Conditions d'admissibilité :

1. Diplômes requis à la date limite d'inscription :

- diplôme de base de 2^e cycle (p.ex. licence/master, ingénieur commercial...) délivré en sciences économiques, sciences économiques appliquées ou sciences de gestion et en sciences commerciales par une université belge ou une haute école après au moins quatre ans d'études.

2. Si vous êtes déjà fonctionnaire, téléchargez une preuve de nomination (arrêté de nomination ou prestation de serment) avant la date limite d'inscription et mentionnez l'historique complet de votre expérience professionnelle, emploi actuel inclus. Si vous avez déjà téléchargé votre preuve de nomination dans votre CV en ligne, inutile de répéter à nouveau cette opération.

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 22 mars 2013 via www.selor.be

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via www.selor.be

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Vereiste diploma's op de uiterste inschrijvingsdatum :

- diploma van een basisopleiding van de 2e cyclus (b.v. licentiaat/master, handelsingenieur,...) in de economische wetenschappen, de toegepaste economische wetenschappen of handelswetenschappen uitgereikt door een Belgische universiteit of een hogeschool na tenminste vier jaar studie.

2. Als u al ambtenaar bent, laadt u uw bewijs van benoeming (benoemingsbesluit of bewijs van eedaflegging) op vóór de uiterste inschrijvingsdatum en vult u uw volledige professionele ervaring in, inclusief uw huidige job. Als dit bewijs van benoeming al werd opgeladen in uw online-CV, moet u dit niet opnieuw doen.

Solliciteren kan tot 22 maart 2013 via www.selor.be

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op www.selor.be

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2013/00072]

8 FEVRIER 2013. — Circulaire ministérielle GPI 72 relative à l'assistance en justice des membres du personnel des services de police qui sont victimes d'actes de violence ou de fausses plaintes

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province,

A Monsieur le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Madame la Commissaire générale de la police fédérale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Sécurité et Prévention,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police locale.

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Madame la Commissaire générale,

Mesdames et Messieurs,

La violence envers les détenteurs de l'autorité publique est en augmentation. Elle revêt les formes les plus diverses et malheureusement, dans certains cas, les plus extrêmes (1). Ceci est tout à fait inacceptable dans un état de droit moderne.

Dans le cadre de l'approche de la violence envers les membres du personnel des services de police, j'ai donc arrêté avec la Ministre de la Justice, une série de mesures concrètes afin de lutter de manière prioritaire contre cette problématique. Ces mesures sont le résultat des travaux des quatre groupes de travail suivants, qui ont été créés dans le cadre de la problématique de la « Violence envers les policiers » :

1° groupe de travail « Sensibilisation, prévention, formation »

2° groupe de travail « Analyse du phénomène »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2013/00072]

8 FEBRUARI 2013. — Ministeriële omzendbrief GPI 72 betreffende de rechtshulp aan personeelsleden van de politiediensten die slachtoffer zijn van gewelddaden of valse klachten

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan de Heer Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan Mevrouw de Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mevrouw de Commissaris-generaal,

Dames en Heren,

Het geweld tegen gezagsdragers neemt toe. Het neemt de meest diverse en jammer genoeg, in bepaalde gevallen, ook de meest extreme vormen aan (1). Dit is in een moderne rechtstaat absoluut niet aanvaardbaar.

In het raam van de aanpak van het geweld tegen personeelsleden van de politiediensten heb ik samen met de Minister van Justitie dan ook een reeks concrete maatregelen uitgewerkt om die problematiek prioritaire te bestrijden. Die maatregelen zijn het resultaat van de werkzaamheden van de volgende vier werkgroepen die in het raam van de problematiek van « Geweld tegen politie » werden opgericht :

1° de werkgroep 'Sensibilisering, preventie, opleiding'

2° de werkgroep 'Fenomeenanalyse'

3° groupe de travail « Suivi – accompagnement »

4° groupe de travail « Justice ».

Lesdites mesures ont fait l'objet d'un débat approfondi au sein du comité de négociation pour les services de police du 26 septembre 2012.

Dans le cadre de mes compétences, j'ai pris, outre une série de mesures visant à améliorer le statut et le soutien en matière de ressources humaines des victimes de violence envers la police, l'engagement d'inciter les responsables des services de police fédéraux et locaux à fournir, en leur qualité d'employeur, une assistance en justice au personnel lorsqu'il a été porté atteinte à son intégrité physique ou psychique, et plus particulièrement lorsqu'il est question de dommage moral ou de fausses plaintes. L'on constate en effet de plus en plus souvent que des délinquants, dans le cadre de leur stratégie de défense, recourent à de telles plaintes pour jeter le discrédit sur les membres du personnel de police. En outre, dans le fonctionnement quotidien sur le terrain, il y a de nombreuses plaintes qui ne sont pas fondées : il convient, en effet, de rappeler les constatations du comité P selon lesquelles la grande majorité de ces plaintes sont non fondées.

L'article 52 de la Loi sur la fonction de police stipule que les membres du personnel des services de police qui sont cités en justice ou contre lesquels l'action publique est intentée pour des actes ou des actions commis dans l'exercice de leurs fonctions bénéficient de l'assistance en justice gratuite.

Ce droit est également octroyé au membre du personnel qui, soit en raison de sa qualité et dans le cadre de l'exécution de ses fonctions, est victime d'un fait dommageable, soit, en raison de sa seule qualité, est victime d'un acte de vengeance conséquent. Les anciens membres du personnel, de même que les ayants droit des membres du personnel décédés, peuvent faire valoir le même droit. Cette disposition doit être interprétée au sens large et concerne tant la constitution de partie civile devant un tribunal pénal que l'action au civil.

L'assistance en justice au bénéfice du personnel de la police a été élargie suite à la modification législative du 29 décembre 2010, et ce en réaction à l'augmentation constante de la violence envers les détenteurs de l'autorité publique. Avant ladite modification législative, le membre du personnel devait avoir été en incapacité de travail durant au moins un jour. Cette condition restrictive a été supprimée et l'existence d'un fait dommageable est désormais suffisante pour bénéficier de l'assistance en justice gratuite.

Ainsi, la réglementation actuelle permet également de bénéficier de l'assistance en justice en cas de menaces graves, d'injures, de fausses plaintes et d'actes violents n'entraînant pas une incapacité de travail.

La portée étendue de cette condition ne peut toutefois pas conduire à une situation où l'autorité devrait prendre en charge n'importe quelle action. Ainsi, la loi prévoit notamment une possibilité de refuser l'assistance en justice lorsque le membre du personnel a commis une faute intentionnelle ou une faute lourde ou qu'il a refusé d'emblée et sans motif fondé la médiation pénale visée à l'article 216ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle. Pour mener cette médiation, le membre du personnel peut, le cas échéant, faire appel à un conseil qui lui est désigné conformément à l'article 52 LFP.

Eu égard à la loi du 13 août 2011 (2) (dite « loi Salduz »), j'ai présenté au comité de négociation pour les services de police du 30 mai 2012 un projet de loi prévoyant la possibilité de faire bénéficier de l'assistance en justice gratuite les membres du personnel des services de police qui sont soupçonnés de certaines infractions, commises dans l'exercice de leurs fonctions, qui tombent dans les catégories 3 et 4 de la loi Salduz et ceci pour la concertation confidentielle avec un avocat préalable à la première audition (catégorie 3) ou pour la concertation confidentielle avec un avocat préalable à la première audition et l'appui durant celle-ci (catégorie 4). Ce projet de loi permet dès lors d'octroyer l'assistance en justice au moment de la première audition, là où, à présent, l'assistance en justice n'est seulement prévue que lorsque l'action publique est intentée.

3° de werkgroep 'Nazorg – begeleiding'

4° de werkgroep 'Justitie'.

De betrokken maatregelen werden reeds uitvoerig besproken in het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 26 september 2012.

Wat mijn bevoegdheden betreft, heb ik hierin, naast een aantal maatregelen ter verbetering van het statuut en de HRM ondersteuning van slachtoffers van geweld tegen politie, het engagement aangegaan om de verantwoordelijken van de federale en lokale politiediensten er toe aan te zetten om als werkgever het personeel in rechte bij te staan wanneer hun fysieke of psychische integriteit werd aangetast, en meer in het bijzonder wanneer er sprake is van morele schade of van valse klachten. Meer en meer is het immers een verdedigingsstrategie van criminelen om politiepersoneelsleden via dergelijke klachten in diskrediet te brengen. Ook in de dagdagelijkse werking op het terrein zijn er tal van klachten die ongegrond zijn: er dient immers te worden herinnerd aan de bevindingen van het Comité P dat het overgrote deel van die klachten ongegrond is.

Artikel 52 van de Wet op het politieambt kent kosteloze rechtshulp toe aan de personeelsleden van de politiediensten die in rechte worden gedagvaard of tegen wie de strafvordering wordt ingesteld wegens daden of handelingen tijdens de uitoefening van de functie.

Dit recht wordt eveneens toegekend aan het personeelslid dat hetzij wegens zijn hoedanigheid en in de uitoefening van zijn functie het slachtoffer is van een schadelijk feit, hetzij wegens zijn loutere hoedanigheid het slachtoffer is van een ingrijpende wraakactie. De ex-personeelsleden, net zoals de rechthebbenden van de overleden personeelsleden, kunnen eenzelfde recht doen gelden. Die bepaling moet ruim worden opgevat en beoogt zowel de burgerlijke partijstelling voor een strafrechtbank als de rechtsvordering voor een burgerlijke rechtbank.

Bij wetswijziging van 29 december 2010 werd de rechtshulp voor het politiepersoneel verruimd en dit als reactie tegen het voortdurende toenemende geweld tegen de gezagsdragers. Vóór die wetswijziging diende het personeelslid immers minstens één dag arbeidsongeschiktheid te hebben opgelopen. Die beperkende voorwaarde werd geschrapt en het bestaan van een schadelijk feit is sindsdien voldoende voor het verkrijgen van kosteloze rechtshulp.

Zo kan op basis van de huidige regelgeving dus ook voor ernstige bedreigingen, beledigingen, valse klachten en gewelddaden die geen aanleiding geven tot arbeidsongeschiktheid rechtshulp worden toegekend.

De ruime draagwijdte van die voorwaarde mag er evenwel niet toe leiden dat gelijk welke vordering ten laste moet worden genomen. Zo voorziet de wet o.a. een mogelijkheid om de rechtshulp te weigeren indien er sprake is van een opzettelijke of zware fout van het betrokken personeelslid of indien de strafbemiddeling bedoeld in artikel 216ter, § 1, eerste lid, Sv van meet af aan en zonder gegronde redenen wordt afgewezen. Voor het voeren van de strafbemiddeling kan het personeelslid in voorkomend geval beroep doen op een raadsman die hem overeenkomstig art. 52 WPA is toegewezen.

Gelet op de wet van 13 augustus 2011 (2) (de zogenaamde Salduz-wet), heb ik op het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 30 mei 2012 een wetsontwerp voorgelegd dat voorziet in de mogelijke toekenning van kosteloze rechtshulp aan personeelsleden van de politiediensten die verdacht worden van bepaalde misdrijven, gepleegd in de uitoefening van hun functie, die vallen onder de categorieën 3 en 4 van de Salduz-wet en dit voor het vertrouwelijk overleg met een advocaat voorafgaand aan het eerste verhoor (categorie 3) of voor het vertrouwelijk overleg met een advocaat voorafgaand en tijdens het eerste verhoor (categorie 4). Dit wetsontwerp laat derhalve toe om reeds van bij het eerste verhoor kosteloze rechtshulp toe te kennen, daar waar dit thans is voorzien vanaf het instellen van de strafvordering.

Ce projet de loi est à présent soumis aux différentes formalités législatives. Il prévoit un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012, à savoir à la date d'entrée en vigueur de la loi Salduz. Je vous demande dès lors d'agir en ce sens, également pour les éventuelles demandes introduites après la publication de la loi pour toute assistance à partir du 1^{er} janvier 2012.

En outre, un projet d'arrêté royal relatif à la responsabilité civile des membres du personnel des services de police, à leur assistance en justice et à l'indemnisation du dommage aux biens encouru par ceux-ci a été discuté lors du comité de négociation du 27 juin 2012. Ce projet de texte remplacera l'actuel arrêté royal du 10 avril 1995 relatif à la responsabilité civile des fonctionnaires de police, à leur assistance en justice et à l'indemnisation du dommage aux biens encouru par ceux-ci. Ce dernier date en effet d'avant la réforme des polices et doit dès lors être actualisé, eu égard notamment aux modifications précitées du chapitre V de la Loi sur la fonction de police.

Les instruments légaux nécessaires afin de mener une politique en matière d'assistance en justice qui réponde aux attentes légitimes du personnel de la police sont donc mis à disposition. Toutefois, une approche efficace et effective de la violence envers le personnel de la police requiert que tout un chacun, dans le cadre de ses compétences, prenne ses responsabilités. A cet égard, le but poursuivi n'est pas de verser dans le revanchisme, mais bien de pouvoir assister en justice les membres du personnel atteints dans leur intégrité physique et/ou psychique. Celui qui porte atteinte à un représentant des forces de l'ordre doit en effet savoir qu'il peut s'attendre à une telle réaction de la part des autorités (3). Enfin, l'octroi de l'assistance en justice, par lequel les autorités signifient qu'elles soutiennent le policier ou la policière, peut déjà, en tant qu'acte symbolique, procurer en soi une satisfaction morale considérable.

Je souhaite en outre souligner que depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation relative à l'indemnité de procédure, une plus grande partie des frais d'assistance en justice engagés peut désormais être réclamée à la partie déboutée. En outre, l'autorité peut également comme employeur récupérer le dommage subi auprès du tiers responsable, par exemple en se constituant partie civile à côté du membre du personnel. Dans le cadre d'une telle constitution de partie civile par une zone de police, un arrêt récent de la Cour d'appel de Bruxelles du 11 janvier 2012 a octroyé une indemnisation pour dommage moral à une zone à la suite de faits de rébellion. La Cour a motivé sa décision comme suit : "En l'espèce, c'est à bon droit que la partie civile fait état de l'impact psychologique, sur le personnel, d'actes de violences commis sur la personne de collègues, de l'image de la police qui, aux yeux de la population, doit être apte, à tout moment, d'intervenir pour faire respecter l'ordre et la sécurité publics et des conséquences de l'indisponibilité, pendant une longue période, de plusieurs inspecteurs de police, par exemple la suppression de certaines patrouilles. » .

Je demande dès lors instamment aux responsables du personnel et aux autorités compétentes respectives qu'ils donnent tout leur sens aux modifications voulues, et dès lors réalisées par le législateur et qu'ils prêtent ainsi le soutien nécessaire aux membres du personnel.

Je vous prie Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

La Vice-Première Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

Notes

(1) Voir également l'exposé des motifs de la Loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses, *Doc. Parl. Ch. Repr.*, 2010-11, n° 53-0771/001, p. 40.

(2) Loi du 13 août 2011 modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive afin de conférer des droits, dont celui de consulter un avocat et d'être assistée par lui, à toute personne auditionnée et à toute personne privée de liberté.

(3) Voir également l'exposé des motifs de la Loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses, *Doc. Parl. Ch. Repr.*, 2010-11, n° 53-0771/001, p. 41.

Dit wetsontwerp wordt thans onderworpen aan de diverse pleegvormen. Het voorziet een terugwerkende kracht tot 1 januari 2012, zijnde de datum van de inwerkingtreding van de Salduz-wet. Ik vraag u dan ook in die zin te handelen, in voorkomend geval eveneens voor de na de publicatie van de wet ingediende aanvragen voor bijstand vanaf 1 januari 2012.

Daarnaast werd een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp en zaakschadevergoeding voor personeelsleden van de politiediensten besproken in het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 27 juni 2012. Die ontwerp tekst zal het bestaande koninklijk besluit van 10 april 1995 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid van en de rechtshulp en zaakschadevergoeding voor politieambtenaren vervangen. Het huidige koninklijk besluit dateert immers van vóór de politiehervorming en dient dan ook geactualiseerd te worden, mede gelet op de voormelde wijzigingen van hoofdstuk V van de Wet op het politieambt.

De wettelijke mogelijkheden zijn dus voorhanden om inzake rechtshulp een beleid te voeren dat beantwoordt aan de legitieme verwachtingen van het politiepersoneel. Een efficiënte en effectieve aanpak van het geweld op politiepersoneel vereist evenwel dat eenieder, binnen het raam van zijn bevoegdheden, zijn verantwoordelijkheid neemt. De bedoeling is hierbij niet om in revanchisme te vervallen doch wel om personeelsleden die in hun fysische en/of psychische integriteit werden aangetast, in rechte bij te staan. Wie zich aan een ordehandhaving vergrijpt moet immers weten dat hij zich aan die respons van de overheid mag verwachten (3). De toekenning van rechtshulp waardoor de overheid aangeeft achter de politiemans- of vrouw te staan kan ten slotte als symbolische daad op zich reeds heel wat morele voldoening geven.

Ik wens hierbij nog aan te stippen dat sinds de nieuwe regelgeving inzake de rechtsplegingsvergoeding trouwens een groter deel van de gemaakte rechtshulpkosten kunnen worden verhaald op de verliezende tegenpartij. Daarnaast kan de overheid als werkgever tevens de geleden schade verhalen op de aansprakelijke derde door zich bijvoorbeeld eveneens, naast het personeelslid, burgerlijke partij te stellen. In het raam van een dergelijke burgerlijke partijstelling door een politiezone, kende het Hof van Beroep te Brussel in een recent arrest van 11 januari 2012 een morele schadevergoeding toe aan een zone ingevolge feiten van weerspanning. Het Hof motiveerde haar beslissing als volgt: «Ter zake maakt de burgerlijke partij terecht gewag van de psychologische impact op politiepersoneelsleden van geweld-daden ten aanzien van hun collega's alsmede van het imago van de politie die, in de ogen van de bevolking, steeds moet kunnen tussenkomen om de orde te handhaven en de openbare veiligheid te waarborgen en van de gevolgen van de langdurige afwezigheid van meerdere inspecteurs van politie zoals bijvoorbeeld het schrappen van bepaalde patrouilles.» (vrije vertaling).

Ik doe derhalve een dwingende oproep aan de personeelsverantwoordelijken en de respectieve bevoegde overheden om de door de wetgever gewilde en dus aangebrachte wijzigingen volle inhoud te geven en de personeelsleden dus de nodige steun te verlenen.

Ik verzoek u, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, in het bestuursmemoriaal te vermelden.

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

Nota's

(1) Zie ook de memorie van toelichting bij de Wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen, *Parl.St. Kamer*, 2010-11, nr. 53-0771/001, p. 40.

(2) Wet van 13 augustus 2011 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, om aan elkeen die wordt verhoord en aan elkeen wiens vrijheid wordt benomen rechten te verlenen, waaronder het recht om een advocaat te raadplegen en door hem te worden bijgestaan.

(3) Zie ook de memorie van toelichting bij de Wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen, *Parl.St. Kamer*, 2010-11, nr. 53-0771/001, p. 41.